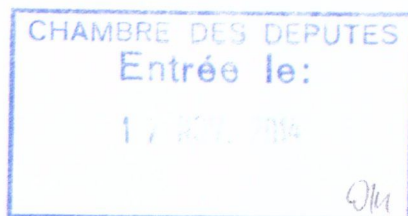


Luxembourg, le 14 novembre 2014



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère d'État  
Le Ministre aux Relations avec le Parlement

P440 ID 874



Monsieur le Président  
de la Chambre des Députés

Luxembourg

Personne en charge du dossier:  
Roland Gaasch  
☎ 247 - 82953

SCL: PET – 1247 / sp

Objet : *Pétition n° 440 – Loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques.*

Monsieur le Président,

Comme suite à la demande afférente de la Commission des Pétitions du 2 octobre 2014, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la prise de position commune de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative sur la pétition n° 440 relative à la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre aux Relations  
avec le Parlement

Fernand Etgen



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Intérieur



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Fonction publique  
et de la Réforme administrative

Monsieur le Ministre  
aux Relations avec le Parlement  
Service central de législation

43, boulevard F.-D. Roosevelt  
L-2450 Luxembourg

Luxembourg, le 11 novembre 2014

**Objet: Pétition n° 440 — loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques**

Monsieur le Ministre,

En réponse à votre courrier du 14 octobre 2014, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe une prise de position des départements de l'Intérieur et de la Fonction publique et de la Réforme administrative relative à la pétition sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Le Ministre de l'Intérieur, et

Le Ministre de la Fonction publique  
et de la Réforme administrative

  
Dan Kersch

Le Ministre aux Relations avec le Parlement SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.: 1247	SCL:
Entré le: 14 NOV. 2014	
CE:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	

## Prise de position de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et de Monsieur le Ministre de l'Intérieur concernant la Pétition n° 440 au sujet de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques.

Par le biais de la pétition n° 440, M. Paulo De Almeida, porte-parole de Letzebuerger Fotografen a Fotofachhandel a.s.b.l., et M. Vic Fischbach, président de la Fédération des Photographes Professionnels, posent une série de questions quant à la prise de photographies pour l'obtention d'une carte d'identité.

En réponse à ces questions, il convient tout d'abord de rappeler que la problématique particulière des photographes professionnels a été discutée de manière exhaustive lors de l'élaboration du projet de loi relatif à l'identification des personnes physiques, en particulier lors de l'examen de la pétition n°313 déposée par la Fédération des photographes professionnels en décembre 2011.

A l'issue de ces discussions, le principe de la prise de photos d'identité dans les communes a été retenu dans un but de simplification administrative et afin d'offrir au citoyen le même service que celui déjà en vigueur pour les passeports. Ce service permet aussi de réduire le coût total de la carte d'identité pour les citoyens, puisque les photos prises dans les communes sont gratuites.

Ce service gratuit est aujourd'hui accessible à tous et mes départements n'ont pas connaissance de cas où un agent communal aurait refusé de prendre des photos d'identité. De même, les administrations communales n'ont pas fait état de difficultés particulières pour la prise de photos d'identité des populations mentionnées dans la pétition. A titre d'exemple, depuis le 1er juillet 2014, plus de 90% des photos d'identité conformes aux normes internationales concernant des enfants de moins de 3 ans ont été prises avec les appareils installés dans les communes.

Par ailleurs, le règlement grand-ducal du 18 juin 2014 relatif à la carte d'identité garantit que tout citoyen luxembourgeois, résidant au Luxembourg ou à l'étranger, a la possibilité d'utiliser pour sa carte d'identité une photographie réalisée par un photographe professionnel et d'effectuer dans ce cas sa demande par l'intermédiaire du CTIE (Centre des technologies de l'information de l'Etat). Il n'existe donc aucun monopole de l'Etat pour la prise de photographies d'identité.

A ce propos, il convient de rappeler que les standards internationaux de l'OACI (Organisation de l'aviation civile internationale) pour les passeports et les cartes d'identité sont des standards de qualité de la photographie, qui ont été définis pour renforcer la sécurité lors des passages aux frontières. A ce jour, aucun pays européen n'a songé à remplacer ces standards de qualité par des exigences sur la profession de la personne qui réalise la photographie, et l'Etat pourrait difficilement accorder l'exclusivité des photographies d'identité aux seuls photographes professionnels.

En ce qui concerne l'option de permettre à toutes les communes de numériser des photos, il y a lieu d'ajouter que la prise d'une photo et sa numérisation engendrent une tâche à durée similaire. Il est cependant à relever que la numérisation est une manipulation techniquement complexe dans la mesure où la photo doit être retravaillée afin de répondre aux exigences déterminées par les standards internationaux de l'OACI. Ceci est la raison pour laquelle le secteur communal, ainsi que le CTIE, n'étaient jamais en faveur d'une telle approche.

Concernant les pertes de chiffre d'affaire prétendument imputables aux photos de cartes d'identité, il y a lieu de faire les remarques suivantes:

- L'Etat prévoit de produire entre 35.000 et 45.000 cartes d'identité par an, dont une partie seulement sera produite par le biais de photographies réalisées dans des communes. Dès lors, les cartes d'identité ne sauraient causer une perte d'activité correspondant à 126.672 photos d'identité comme suggéré dans la pétition. Dans le cas le plus défavorable, et en prenant une moyenne de 15 euros par photo d'identité, la perte de chiffre d'affaires pour tout le secteur ne me semble pas pouvoir dépasser 675.000 euros.
- Selon les chiffres présentés en page 2 de la pétition, un photographe professionnel aurait un chiffre d'affaires de 16 euros par photo d'identité. Selon mes informations, ce montant correspondrait plutôt à un lot de 4 photos que les photographes professionnels vendent habituellement de manière indissociable. Or, un citoyen n'a besoin que d'une seule photo pour une carte d'identité. En conséquence, les pertes liées à la pratique habituelle de vente par lot des photos d'identité ne sauraient être imputées à l'Etat.
- Au cours des dernières années, des cabines photographiques automatiques proposant des photos conformes aux standards OACI ont été installées au Luxembourg. Ces cabines proposent 5 photos d'identité pour 5 euros, avec une garantie de remboursement en cas de rejet des photos par une autorité administrative. Les prix pratiqués par les photographes professionnels étant plus élevés, une partie de leur perte de chiffre d'affaire sur ce marché est certainement imputable à cette concurrence d'un nouveau genre.

Finalement, je souhaite également rappeler que, par le passé, l'Etat a engagé des efforts pour explorer des solutions alternatives telles que celles suggérées dans la pétition. Ainsi, en 2012 le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région avait demandé au Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative de charger le CTIE d'une analyse technique et d'une analyse de sécurité du système électronique proposé par la Fédération des photographes professionnels pour l'établissement des cartes d'identité.

Une réunion s'est ainsi tenue le 10 décembre 2012 en présence de la direction du CTIE et de représentants des photographes professionnels. Lors de cette réunion, les représentants des photographes professionnels ont présenté une solution informatique permettant une transmission des photos d'identité vers les administrations communales

A l'issue de cette réunion, plusieurs questions sont restées ouvertes, en particulier celles liées à la sécurité du système proposé, à la protection des données personnelles des citoyens et au coût d'un tel système. Or, à ce jour, les représentants des photographes professionnels n'ont pas fourni de réponses à ces questions et, en conséquence, l'analyse entamée n'a pu être finalisée.